

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

- Régional** Nouvelle dégradation des prévisions macroéconomiques du FMI
- Éthiopie** Licences télécom : onze entreprises manifestent leur intérêt
- Kenya** Lancement du projet *Kenya Innovation for Low Impact Maize production* (KILIMO) financé par la DG Trésor
- Madagascar** Réorientation du Programme Fihariana pour 11,5 MEUR
- Ouganda** Baisse de 34 % des exportations ougandaises en avril par rapport à mars 2020
- Soudan** Succès politique et financier de la conférence de Berlin du 25 juin 2020
- Tanzanie** Découverte par un mineur artisanal des plus grosses tanzanites du pays d'une valeur de 3,3 MUSD

Actualités Régionales

Covid19: Evolution de la situation sanitaire

AEOI. Entre le 22 et le 29 juin, selon l'OMS, le nombre de cas officiellement déclarés a progressé de 14 % sur la zone AEOI, en ralentissement dans la quasi-totalité des pays. Le nombre de cas s'accélère cependant à Madagascar (+30 % sur une semaine, après +25 %), et de nouveaux cas ont été détectés à Maurice (+4 cas), ainsi qu'aux Seychelles (+66 cas, détectés sur des marins devant embarquer sur des navires de pêche) alors que ces pays n'avaient pas affiché de nouveau cas depuis respectivement 16 et 79 jours. La stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt des comptabilisations par le gouvernement depuis fin avril.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	15/6	22/6	29/6	15/6	22/6	29/6
Burundi	94	144	170	1	1	1
Comores	176	247	293	2	5	7
Djibouti	4 465	4 582	4 643	43	45	52
Erythrée	96	143	191	0	0	0
Ethiopie	3 445	4 532	5 689	57	74	98
Kenya	3 594	4 738	6 070	103	123	144
Madagascar	1 272	1 596	2 078	10	14	18
Maurice	337	337	341	10	10	10
Rwanda	582	728	900	2	2	2
Seychelles	11	11	77	0	0	0
Somalie	2 595	2 779	2 894	88	90	90
Soudan du Sud	1 693	1 882	1 966	27	34	36
Soudan	7 220	8 580	9 258	459	520	572
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	823	755	833	0	0	0
Total AEOI	26 912	31 563	35 912	823	939	1 051

Nouvelle dégradation des prévisions macroéconomiques du FMI.

Compte tenu du contexte exceptionnel, le FMI a effectué une mise à jour de ses prévisions du *World Economic Outlook* à fin juin, réduisant ainsi sa prévision de croissance mondiale de 1,9 pt pour 2020 et 0,4 pt pour 2021 par rapport aux prévisions d'avril. Cette dégradation touche aussi largement les pays de l'AEOI (*donnée non disponible pour Djibouti, Soudan et Somalie*), accusant une dégradation de 1,8 pt en moyenne pour 2020, et une reprise moins soutenue d'1,3 pt en 2021. Une récession est dorénavant prévue en 2020 pour 7 pays (sur les 12), contre seulement 4 lors des prévisions d'avril.

Pays	Prév. croissance du PIB (%)		écart prév. précédente (en pt %)	
	2020	2021	2020	2021
Burundi	-5,5	4,2	0,0	0,0
Comores	-6,0	2,7	-4,9	-0,4
Erythrée	-0,6	5,7	-0,7	-0,1
Ethiopie	1,9	0,0	-1,3	-4,4
Kenya	-0,3	4,0	-1,3	-2,1
Madagascar	-1,0	4,2	-1,4	-0,8
Maurice	-12,2	8,9	-5,4	3,0
Rwanda	2,0	6,3	-1,5	-0,3
Seychelles	-13,8	4,2	-2,9	-3,9
Soudan du Sud	4,7	-1,0	-0,2	-4,2
Tanzanie	1,9	3,6	-0,1	-0,9
Ouganda	1,8	2,6	-1,7	-1,6

Actualités pays

ETHIOPIE

Licences télécoms : onze entreprises manifestent leur intérêt. A la suite de la publication d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution de deux licences télécoms par l'Autorité des communications éthiopienne (ECA), plusieurs compagnies ont manifesté leur intérêt, dont quatre entreprises de notoriété internationale : *Orange* (France), *Vodafone* (GB) via ses filiales *Vodacom* (Afrique du sud) et *Safaricom* (Kenya), *Etisalat* (EAU) et *MTN* (Afrique du sud). La liste des opérateurs sélectionnés et le séquençage de l'attribution des licences seront communiqués ultérieurement sur le site de l'ECA. En parallèle à l'ouverture du marché, après les premières directives rendues publiques en octobre 2019, ECA a publié trois nouvelles normes fin avril, pour consultation par les parties prenantes jusqu'au 1er juillet. Six nouvelles directives sont attendues prochainement.

Signature d'un contrat de financement de 146 MEUR pour un projet éolien. Le Ministère des Finances éthiopien a signé, le 22 juin, un contrat de financement de 146 MEUR avec des banques danoises pour la construction du champ d'éoliennes d'Assela (sud du pays) d'une capacité de 100 MW. Le financement comprend un prêt de 117,3 MEUR par la *Danske Bank A/S* et un don de 28,7 MEUR par la *Danida Business Fund*. Ce financement fait suite à un contrat signé, mi-mai, avec *Siemens Gamesa Renewable Energy*, pour l'installation de 29 turbines éoliennes à Assela. Seuls trois champs éoliens sont opérationnels en Éthiopie pour une capacité totale de 324 MW. 95,5 % de l'énergie générée en Éthiopie est d'origine hydraulique.

Consultation publique sur le 10 years Perspective Plan. Alors que l'Éthiopie souhaite passer d'une croissance économique tirée par le secteur public à une croissance tirée par le secteur privé, le *National Planning and Development Commission* (NPDC) a organisé, à partir du 29 juin, une consultation publique pour présenter le nouveau « 10 years Perspective Plan ». Contrairement aux plans quinquennaux (GTP I et II), ce plan décennal serait conçu dans une approche *bottom up* et aurait associé le secteur privé dans son élaboration. Néanmoins, selon le ministère des revenus, le secteur privé ne contribuerait aux recettes fiscales qu'à hauteur de 25 %. Ainsi, sur l'année fiscale 2018/19, les plus gros contributeurs éthiopiens à l'impôt (198,2 Mds ETB soit 7,1 Mds USD perçus au total) étaient publics ou étrangers : la banque publique *Commercial Bank of Ethiopia* (125 MUSD), MOENCO (filiale du britannique *Inchcape* ; 54 MUSD) ou *Trans Ethiopia* (filiale du conglomérat public de la région du Tigré EFFORT ; 417 M USD). Le premier groupe privé local, *Tracon Trading*, n'arrive qu'ensuite avec 15 MUSD de contribution à l'impôt.

KENYA

Lancement du projet Kenya Innovation for Low Impact Maize production (KILIMO) financé par la DG Trésor. L'entreprise ITK associée à *Airbus Defense and Space* et *GE-Data* lancent le développement d'un démonstrateur de service numérique agricole, à l'échelle du comté de Vihiga (à l'ouest du Kenya). Le projet, financé sur subventions FASEP - un dispositif de soutien à l'internationalisation des entreprises françaises porté par la DG Trésor - contribuera à développer des pratiques culturelles agro-écologiques favorables à la séquestration de carbone dans les sols. Le projet permettra aux petits producteurs, qui rencontrent des difficultés à assurer leur autonomie alimentaire, de bénéficier de conseils personnalisés et d'innover dans leurs pratiques culturelles, grâce aux technologies d'imagerie satellitaire, à la modélisation agro-environnementale (climato-intelligente) et à la distribution d'informations adaptées pour les responsables

de filières. Le projet associera plusieurs entreprises françaises (Roullier, Bioline-Invivo, le Crédit Agricole ou Limagrain).

Mise en service du parc éolien de Kipeto de 100 MW avant la fin de l'année. *General Electric* a achevé les travaux de construction du parc éolien de Kipeto, au sud-ouest du Kenya, pour un montant de plus de 300 MUSD. D'une capacité de 100 MW, le parc éolien de Kipeto devient ainsi le deuxième plus grand parc éolien du Kenya, après celui du lac Turkana (310 MW). L'électricité produite sera vendue à l'entreprise publique *Kenya Power*, dans le cadre d'un PPA d'une durée de 20 ans. Selon les estimations de *Kipeto Energy*, consortium propriétaire de l'installation, le parc éolien permettra d'approvisionner en électricité 40 000 foyers supplémentaires.

MADAGASCAR

Réorientation du Programme Fihariana pour 11,5 MEUR. Le 15 juin, le ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) a lancé le Crédit *Miarina*, mécanisme de soutien en faveur de la trésorerie des PME formelles. Il s'agit d'une réorientation du programme *Fihariana* dans le contexte du Covid-19 pour une enveloppe totale de 11,5 MEUR. Les crédits *Miarina* sont accordés via deux banques locales (BNI et BOA) à un taux de 9 % pour une durée de remboursement de 24 mois et un montant maximal de 69 kEUR, et destinés à des entreprises réalisant un CA inférieur à 1,1 MEUR et ayant au moins trois ans d'existence. Depuis son lancement près d'une centaine d'entreprises en ont bénéficié, notamment dans les secteurs du commerce, des services et la médecine.

OUGANDA

Baisse de 34 % des exportations ougandaises en avril par rapport à mars 2020. Les chiffres publiés par le Ministère des finances, de la planification et du développement économique indiquent qu'une série de produits d'exportation continuent à souffrir des effets de la Covid19. Les recettes d'exportation ont ainsi atteint 207 MUSD en avril, contre 316 MUSD en mars 2020. Les exportations de café, l'un des principaux postes d'exportations de l'Ouganda, a diminué de 19,5 %, ne rapportant au pays que 37 MUSD en avril contre 46 MUSD en mars. Parallèlement, en avril 2020, les importations se sont élevées à 334 MUSD, soit une baisse de 32 % par rapport aux 491 MUSD enregistrés le mois précédent. Actuellement, près de 42 % de toutes les taxes perçues en Ouganda proviennent du commerce international. Cette taxe se présente principalement sous la forme de TVA, de droits d'importation et de droits d'accise sur l'importation de produits pétroliers. Le manque à gagner au niveau de la mobilisation des recettes domestiques est estimé par les autorités à 1,045 Md USD, soit 2,8 % du PIB sur l'année civile 2020.

SOUDAN

Succès politique et financier de la conférence de Berlin du 25 juin 2020. Cette conférence virtuelle a réuni des représentants d'une quarantaine de pays et d'organisations et institutions internationales et régionales. Parmi les intervenants politiques figuraient le SG des Nations Unies, le Haut représentant et Vice-Président de la Commission européenne, les Premiers ministres soudanais et éthiopien, ainsi que les ministres des affaires étrangères allemands et français. Le Président de la Banque Mondiale, la DG du FMI ainsi que le Président de la BAD sont également intervenus. Les annonces des principaux pays de Golfe sont restées très vagues et en dessous des attentes (dont 10 MUSD pour l'Arabie Saoudite). La Chine n'a pas fait d'annonce. Les engagements financiers des bailleurs sont estimés à 1,8 Md USD, dont la moitié

fléchés sur l'extension des filets de protection sociale¹. Le FMI a annoncé la négociation sur 12 mois d'un programme (*Staff Monitored Program*), dont le contenu sera prochainement approuvé en Conseil d'administration. Enfin, la Banque Mondiale a débloqué des fonds d'un montant de 400 MUSD destinés au renforcement des filets sociaux et de 35 MUSD pour la lutte contre la pandémie, malgré les arriérés.

Accentuation de la pénurie de médicaments tant produits localement qu'importés. La pénurie sur les médicaments importés s'explique par le refus du Ministre de la santé d'augmenter de 70 % à 130 % le prix des médicaments fabriqués localement. Actuellement, seules 17 des 27 unités de production locale continuent à fonctionner à moitié de leur capacité. Concernant les médicaments importés, le Ministère des finances n'ayant pas mis à disposition des importateurs les montants de devises demandés (un minimum de 25 MUSD par mois) au taux officiel (55 SDG par USD contre un taux parallèle de 140 SDG par USD), les importations de médicaments, qui couvrent en moyenne 55 % des besoins, se sont effondrées. Au premier trimestre, elles se sont élevées à 9 MUSD, soit 10 fois moins que les besoins estimés. En conséquence, l'association des pharmaciens a lancé un mouvement de grève de trois jours (du 21 au 23 juin), qui aurait été suivi par 70 % de la profession, suivi tous les prochains jeudis par un rassemblement devant les locaux abritant le Conseil des ministres.

TANZANIE

Annnonce de l'augmentation des crédits disponibles pour le secteur agricole par la *National Microfinance Bank*. Selon le responsable des activités de banque de détail de la *National Microfinance Bank* (NMB), la banque prévoit d'accorder cette année des prêts de plus 17,2 MUSD aux petits agriculteurs du pays afin d'améliorer la sécurité alimentaire et augmenter la production agricole. L'établissement bancaire a également déclaré sa volonté d'investir dans la chaîne de valeur du manioc aux côtés de la *Tanzania Agricultural Development Bank*, la banque publique en charge du financement du secteur agricole. La Tanzanie a officiellement lancé en 2018, la deuxième phase du programme de développement du secteur agricole (ASDP II). Le programme de 6 Mds USD est prévu sur dix ans et sera financé à 40 % par le gouvernement et 60 % par le secteur privé et les partenaires au développement.

¹ Allocations monétaires versées aux ménages pauvres et assorties souvent de conditions (scolarisation des enfants ou visites médicales régulières, par exemple).